

NICOLAS BOUZOU

Pour un libéralisme
populaire



Pour un libéralisme populaire

Du même auteur

- Homo sanitas. Histoire et avenir de la santé*, XO, 2021.
- L'Amour augmenté*, Éditions de l'Observatoire, 2020.
- Sagesse et folie du monde qui vient : comment s'y préparer, comment y préparer nos enfants ?*, avec Luc Ferry, XO, 2019 ; J'ai lu, 2020.
- La Comédie in(humaine)*, avec Julia de Funès, Éditions de l'Observatoire, 2018 ; J'ai lu, 2020.
- Le travail est l'avenir de l'homme*, Éditions de l'Observatoire, 2017.
- L'innovation sauvera le monde*, Plon, 2016.
- Le Grand Refoulement. Stop à la démission démocratique*, Plon, 2015.
- Pourquoi la lucidité habite à l'étranger ? Le tour d'Europe d'un économiste qui guette le réveil français*, JC Lattès, 2015.
- On entend l'arbre tomber mais pas la forêt pousser. Croire en l'économie de demain*, JC Lattès, 2013.
- La Politique de la jeunesse*, avec Luc Ferry, Odile Jacob, 2011.
- Le Chagrin des classes moyennes*, JC Lattès, 2011.
- Le Capitalisme idéal*, Éditions d'Organisation, 2010.
- Krach financier. Emploi, crédits, impôts : ce qui va changer pour vous*, Éditions d'Organisation, 2008.
- Petit précis d'économie appliquée à l'usage du citoyen pragmatique*, Éditions d'Organisation, 2007.
- Les Mécanismes du marché. Éléments de microéconomie*, Bréal, 2006.

Nicolas Bouzou

Pour un libéralisme populaire

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-1945-3
Dépôt légal : 2022, mars
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

En sortir plus forts

L'économie est selon moi une excellente plateforme d'analyse car un grand nombre d'évolutions sociales, politiques, géopolitiques trouvent leur source dans les phénomènes d'innovation, d'endettement financier ou de répartition des revenus. Mais un bon économiste ne peut pas être qu'un économiste et encore moins un économiste spécialisé exclusivement dans un domaine. Comprendre et faire comprendre le monde, c'est nécessairement travailler sur les questions scientifiques, éducatives, éthiques, diplomatiques ou... médicales. La non-spécialisation doit être assumée. Liberté de penser (y compris parfois contre ses propres *a priori*), multidisciplinarité : voilà deux conditions nécessaires pour une production intellectuelle efficace et utile aux lecteurs, et qui forment les bases de ma méthode pour les articles que j'ai le bonheur d'écrire dans *L'Express* depuis 2017.

Mais ce n'est pas tout. Car il s'agit non seulement de comprendre et de faire comprendre, mais aussi d'influencer. Ne pas le dire serait malhonnête. À l'inverse, défendre des idées au-delà de la simple pédagogie est parfaitement justifié. Jamais je ne trahis les faits. Jamais je ne tords la réalité. Je n'ai pas de système de pensée. Je ne diffuse pas une pensée de classe. Mais j'ai un

agenda politico-intellectuel, que je défends dans mes chroniques et dans cet ouvrage, qui est celui du libéralisme classique à la française et que j'appelle « libéralisme populaire ». C'est celui que j'aimerais voir triompher lors de l'élection présidentielle de 2022.

Écrire dans *L'Express* est loin d'être anodin pour moi. Raymond Aron et Jean-François Revel y furent éditorialistes. Ce dernier dirigea même le titre quelques années. Or j'essaie de m'inscrire depuis longtemps dans la filiation intellectuelle de ces deux écrivains, une filiation qui passe aussi par Mario Vargas Llosa, Albert Camus, Stefan Zweig, Karl Popper, et qui remonte à Benjamin Constant, Germaine de Staël et Alexis de Tocqueville. Cette filiation s'exprime, sur le fond, par la défense du libéralisme, sous toutes ses dimensions. En effet, le rétrécissement du libéralisme à la liberté économique est un réductionnisme essentiellement anglo-saxon. Les auteurs cités ont défendu la liberté sous toutes ses formes : économique, politique, sociale, artistique, sexuelle... Ils ont défendu les libertés individuelles mais aussi les libertés collectives, celles qui permettent à des groupes de citoyens libres de se donner des règles collectives d'action pour empêcher la tyrannie d'un groupe sur l'autre, ce en quoi leur libéralisme est le contraire d'un individualisme égoïste. La liberté que se donnent des individus pour faire usage de leur raison n'est pas la libération infantile de tous leurs désirs, au mépris des autres. On ne s'avance pas trop en affirmant que Tocqueville ou Constant se seraient prononcés en faveur de la vaccination obligatoire ou du passe sanitaire.

Dans un petit texte publié par les éditions de l'EHESS qui transcrit ce qui fut, en 1978, son dernier cours au Collège de France, Raymond Aron explique que,

à l'instar de la paix, la liberté est divisible¹. Autrement dit, il n'existe pas « une » mais « des libertés » entre lesquelles, malheureusement, il nous faut souvent arbitrer. Je cite Aron : « Il n'y a pas de liberté pour quelque chose ou quelqu'un qui ne comporte, la plupart du temps, en contrepartie, une restriction ou une interdiction pour quelque chose d'autre ou quelqu'un d'autre. »

Reprenant Montesquieu, Aron cite, parmi toutes les libertés, la « sûreté » en premier. Ce que veut dire Aron, c'est que, sans protection de la propriété, de la santé, de l'intégrité physique, il ne saurait y avoir de liberté. Ainsi, les politiques sanitaires ou d'ordre public sont parfaitement libérales. Ceux qui, dans le débat public, s'y sont opposés, ne défendent pas, quoi qu'ils en disent, la liberté des hommes, mais un état de la nature sauvage comme modèle de société humaine. C'est le renard dans le poulailler.

Ce courant de pensée libéral que je défends dans ces pages considère que l'homme est d'autant plus humain et capable de faire usage de sa raison qu'il est libre. Les auteurs qui l'ont incarné ou l'incarnent aujourd'hui ne refusent pas l'intervention de l'État, tant qu'il fait respecter l'intérêt général. De fait, on peut être libéral et, c'est mon cas, être attaché à l'ordre public, souhaiter renforcer les moyens de la police et de la justice, prôner la vidéosurveillance, ne jamais rien céder à l'islamisme politique. Les soi-disant libéraux qui prétendent le contraire défendent la version de la liberté la plus basse qui soit (une sorte d'égoïsme) et ils ne comprennent pas les aspirations du peuple français. Le libéralisme des

1. Raymond Aron, *Liberté et égalité. Cours au Collège de France*, Éditions EHESS, 2013.

grands auteurs classiques exprime aussi une éthique de responsabilité, par opposition à l'éthique de conviction, pour reprendre les célèbres catégories de Max Weber. L'éthique de conviction a souvent été l'apanage des intellectuels de gauche. Elle les a conduits à être pacifistes pendant la guerre, complaisants avec le stalinisme après la guerre, opposés à la vaccination obligatoire ou au passe sanitaire pendant la crise de la Covid. Cette posture, qui s'appuie sur des principes mais s'intéresse peu à leurs conséquences sur la réalité des gens, est confortable. Ce n'est pas la mienne. Je préfère la méthodologie aronienne qui consiste à penser « comme si » je devais diriger. Adopter le point de vue d'un ministre ou d'un président de la République est un exercice intellectuel salutaire, évidemment plus compliqué que la philosophie abstraite. Il ne s'agit en effet pas de s'autosatisfaire dans ses propres circonvolutions conceptuelles, mais d'intégrer à sa réflexion les contraintes et les conséquences de sa pensée. C'est plus exigeant mais plus utile.

Cette méthode et ce libéralisme sont typiquement ce dont nous avons besoin pour la campagne présidentielle de 2022, alors même que notre pays a connu deux années extraordinaires, traumatisantes, mais aussi pleines de promesses puisque la crise a accéléré l'innovation technologique, dans le domaine des industries de santé et des thérapeutiques, mais pas seulement. En 2022, même si la reprise économique reste vigoureuse, notre pays sera encore abîmé. Une crise comme celle que nous traversons génère plusieurs ondes de choc économiques, psychologiques, sociales, politiques... Il ne faut jamais sous-estimer les effets de ce type de traumatisme même s'ils sont masqués par une croissance économique qui devrait être assez forte. La mauvaise

gestion d'une sortie de crise peut en créer une nouvelle plus grave. L'humiliation de l'Allemagne après la victoire des Alliés en 1918 puis l'absence de réponse correcte au délitement social ont été les racines de la Seconde Guerre mondiale et, indirectement, de l'effondrement de la France. Il faut apprendre de l'histoire. Le « libéralisme populaire » que j'évoque dans cet ouvrage propose une orientation philosophique (la liberté) et une orientation politique (la puissance technologique et économique conjuguée au soutien aux plus fragiles). Cette politique doit en priorité répondre aux cinq questions suivantes : comment produire davantage d'innovations sur le territoire français ? Comment faire en sorte que la justice sociale ne soit pas qu'un slogan ? Comment mener une politique écologique qui ne soit ni liberticide, ni injuste ? Comment rendre le secteur public plus efficace et moins bureaucratique ? Comment faire régner l'ordre public ?

Il n'y a pas de progrès social sans croissance économique et, au XXI^e siècle et dans un pays encore riche, pas de croissance sans innovation. À cet égard, la direction prise par la France depuis 2017, notamment en matière de fiscalité du capital et des entreprises, est la bonne, comme en témoignent nos bons chiffres d'attractivité ou la montée du capital-investissement. En revanche, notre pays souffre toujours d'un problème réglementaire qui empêche nos innovations d'accéder au marché. C'est particulièrement visible dans le domaine des industries de santé. Cela dit, un retour de la croissance ne saurait être satisfaisant si l'ascenseur social ne se remet pas en marche et si la croissance dégrade l'environnement. Le sentiment d'injustice sociale mine notre pays. La majorité présidentielle a eu des difficultés à prendre

la mesure du problème. La gauche n'a toujours pas appris à proposer autre chose qu'augmenter les impôts pour redistribuer une fois que les injustices se sont matérialisées. La droite modérée ne voit pas toujours qu'elle dispose d'un boulevard devant elle si elle donne du contenu à l'idée de participation. Le « libéralisme populaire », c'est faire en sorte que tout le monde, de la base au sommet, profite du succès des entreprises. Cela peut passer par la distribution d'actions gratuites comme par l'instauration de fonds de pension. Calmer les tensions sociales, c'est aussi donner davantage à ceux qui ont le moins, mener une politique du logement digne de ce nom, libérer la création d'écoles maternelles et primaires, sur le modèle des *charter schools* américaines ou des *academies* britanniques, c'est-à-dire en laissant aux enseignants et aux parents la possibilité de créer des écoles publiques. Accélérer la transition écologique (ce que Hubert Védrine nomme de façon très à propos « écologisation » de la société) en préservant notre économie passe, notamment, par l'instauration d'une taxe carbone aux frontières européennes et par un plan de relance de la compétitivité de notre filière nucléaire, massacrée ces dernières années par un masochisme français qui déteste la technologie plus qu'elle ne se soucie du réchauffement climatique. Ce plan doit aller jusqu'au soutien des recherches sur la fusion nucléaire. La crise de la Covid-19 a fait apparaître de façon éclatante, s'il en était besoin, l'excessive bureaucratisation de notre pays et l'incapacité à mener des politiques publiques adaptées aux situations spécifiques des territoires. Enfin, il n'existe pas de liberté publique sans ordre public. Sans une police et surtout une justice mieux dotée, plus attractive et des peines plus dissuasives (davantage de sanctions financières,

moins de prison), l'insécurité continuera de progresser, minant l'ordre social et le bien-être de nos concitoyens.

Ce livre essaie de faire comprendre le monde déroutant qui nous entoure et que nous façonnons. Surtout, il propose des mesures concrètes pour que la France redevienne une puissance de premier plan, au service de ses concitoyens, en particulier des plus fragiles. Notre pays, encore plus que les autres, aime le débat public. Cet ouvrage y contribue avec sincérité et rigueur.

Chapitre 1

Vers trente nouvelles Glorieuses ?

L'histoire nous montre que les crises les plus graves, guerres ou épidémies, ont été suivies de la Renaissance, de la Belle Époque, des Années folles, des Trente Glorieuses... Cela peut sembler rassurant, mais ça ne l'est pas complètement. Car les Années folles, certes joyeuses mais aussi exagérément insouciantes, furent suivies de la Seconde Guerre mondiale. À ce modèle délétère, il faut opposer celui, évidemment préférable, des Trente Glorieuses, qui fut guidé par l'idée simple et forte d'un « plus jamais ça ». En France, on fit la Sécurité sociale. En Europe, la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), qui préfigurait l'Union européenne. Les Américains lancèrent le plan Marshall et conçurent le multilatéralisme moderne. Une paix, certes intranquille, et une période de développement économique fulgurante furent rendues possibles. Voilà ce que devrait être notre objectif : développer l'innovation, libérer notre économie, réindustrialiser, bâtir de nouvelles solidarités, internes et internationales. Plusieurs décennies heureuses pourraient en découler. Les générations les plus jeunes l'auraient bien mérité !

La peste, la Covid et la croissance

La peste, en son temps, accéléra la transition vers le capitalisme contemporain.

La peste du XIV^e siècle frappe une économie en (faible) croissance. Cette maladie, avatar, déjà, de la mondialisation et de l'urbanisation, venue du Proche-Orient et entrée en Europe par la porte génoise, tue en cinquante ans un tiers de la population du continent. Des villes comme Sienne ou Florence voient la moitié de leur population succomber. Alors qu'on pourrait penser que l'économie occidentale sera durablement affectée par un tel choc démographique, il n'en est rien. Bien sûr, pendant le temps de l'épidémie, les commerces ferment, les voyages s'interrompent et la misère progresse. Mais la reprise économique qui s'ensuit est rapide et forte. Elle renforce le capitalisme, les revenus, l'investissement et l'industrialisation.

La diminution du nombre de travailleurs fait décoller les salaires. Après l'épidémie, les nobles ne parviennent pas à conserver sur leurs terres le niveau de production d'avant le drame. Ils se disputent la main-d'œuvre paysanne, qui bénéficie d'un véritable rapport de force et va donc « extorquer » de nouvelles concessions à la noblesse. Les agriculteurs vont demander un allongement considérable de la durée des baux et, *in fine*, ils vont obtenir des baux à vie, transmissibles de génération en génération. Voilà comment les paysans-entrepreneurs du Moyen Âge ont, aidés par la peste, mis fin au servage et obtenu la propriété de leurs terres. La rareté de la main-d'œuvre par rapport aux terres disponibles les oblige à substituer la force des animaux et celle des machines à celle des muscles. Au même

moment, la Chine est scientifiquement plus avancée que l'Europe. Mais elle n'utilise pas ses machines. La population est abondante. Elle n'en a pas besoin. Ce luxe est impossible en Europe : la peste a rendu l'innovation technologique indispensable. Elle la condamne au progrès. Le rétablissement de la production agricole permet d'augmenter considérablement les rendements par personne. La production devient supérieure à la demande, ce qui permet une baisse du prix des denrées alimentaires et une augmentation du pouvoir d'achat des Européens. Cette hausse de revenus est utilisée en achats de vêtements et, notamment, de produits lainiers. L'industrie connaît une nouvelle ère de prospérité, matérialisée par l'essor des manufactures et la reprise de l'urbanisation.

Ce sont peut-être les conséquences psychologiques de l'épidémie de peste qui sont les plus intéressantes et les moins connues. La peste souligne que la vie est courte, ce que l'homme médiéval, souvent en guerre, souvent tiraillé par les souffrances du corps, sait. Surtout, la maladie rappelle que la vie peut s'interrompre à tout moment. Elle tue au maximum en cinq jours, parfois en une demi-journée. Elle n'épargne personne, riches et pauvres, lettrés et analphabètes. Des serviteurs héritent d'un patrimoine mobilier et immobilier, venu de la mort de la totalité de la famille pour laquelle ils travaillent. La peste génère en quelque sorte une formidable redistribution des situations acquises, à une époque où l'impôt sur le revenu et les impôts sur les successions n'existent pas encore. En dehors des fuyards, qui sont d'ailleurs souvent rattrapés par la mort, deux types de comportement émergent : le fatalisme, qui conduit à la jouissance présente ; l'héroïsme, qui amène les individus à se dépasser. Point commun entre les deux : ils

accouchent d'une sorte de dynamique entrepreneuriale. C'est ce que montrent les données démographiques de l'époque, qui font apparaître, après chaque vague de peste, une remontée du taux de natalité et du taux de fécondité. Après les épidémies, on se remarie et on se remet à faire des enfants, comme un défi lancé à la mort. Si la vie est courte, si le moment de la mort est inconnu, mais peut-être proche, il est nécessaire de bien l'occuper et de lui donner un prolongement en créant, en entreprenant, en enfantant. Voici le temps venu d'un art pictural plus coloré, où l'or et l'argent tiennent les premiers rôles, un art qui illustre l'optimisme et la joie de vivre. C'est aussi le temps de l'art macabre qui met en scène les morts et les vivants, et abolit les distinctions sociales : la mort est terriblement égalitaire et renforce le sentiment antiaristocratique, parfois antireligieux. L'art macabre flirte avec l'humour noir, se moque de la mort et tend vers l'hédonisme. Il serait déraisonnable de condamner l'homme médiéval et ses croyances : il nous montre le chemin du progrès et de la croissance. C'est ce chemin que nous pourrions emprunter après, toutes proportions gardées, les moments difficiles que nous venons de traverser.

Aux États-Unis : la croissance avant tout le reste

Avant son accession au pouvoir, de nombreux observateurs ont décrit Joe Biden comme un candidat un peu timide, en retrait, sur la défensive. Donald Trump l'avait surnommé « Sleepy Joe ». En réalité, c'est un président audacieux qui dirige l'État fédéral américain depuis janvier 2021. Audacieux ne signifie pas qu'il a raison sur tout. Mais il n'est pas un George Bush

senior. Plutôt un Donald Trump de gauche et civilisé. En témoigne le plan de sortie de crise, d'une ampleur historique, qu'il a soumis au Congrès : 1 900 milliards de dollars de dépenses nouvelles, qui s'ajoutent aux plus de 2 000 milliards de dollars déjà votés par la précédente administration, soit au total 15 % du PIB américain. Ce plan contient quatre volets principaux : des aides aux personnes défavorisées (un peu plus de 50 %), un soutien financier aux États fédérés et aux collectivités locales (20 %), l'accélération de la vaccination et des tests (un peu moins de 10 %) et des aides à la réouverture des écoles dans le cadre de protocoles sanitaires stricts (un peu moins de 10 %).

Face à ces chiffres gigantesques, des économistes néokeynésiens proches des démocrates comme Larry Summers (dans une tribune du *Washington Post*) et Olivier Blanchard (sur Twitter, pour une fois intelligemment utilisé) ont émis un avertissement : pour eux, ce plan est surdimensionné et pourrait même s'avérer contre-productif en surestimant la gravité de la crise aux États-Unis. Certes, l'économie américaine est encore loin de son potentiel, mais le stimulus de Joe Biden est si puissant qu'il pourrait amener la demande à un niveau trop élevé par rapport à la capacité de production du pays. Le chômage serait très vite ramené à zéro et l'inflation réapparaîtrait, ce qui obligerait la Réserve fédérale (FED) à remonter ses taux d'intérêt pour ralentir l'économie. Les États-Unis connaîtraient alors un scénario en V inversé : une très forte reprise et un nouveau plongeon qui pourrait au passage entraîner l'Europe. Blanchard propose de financer une partie de ce plan par des impôts sur le capital pour freiner la reprise et éviter une surchauffe trop rapide. Une erreur de calibrage de la politique budgétaire rendrait infinançable et invendable

un nouveau plan de soutien à l'économie dans quelques années.

Le prix Nobel d'économie Paul Krugman, lui aussi démocrate, a de son côté pris la défense du plan Biden dans sa chronique du *New York Times*. Pour lui, Summers et Blanchard commettent une erreur cruciale : la proposition Biden ne doit pas être comprise comme une mesure keynésienne de relance, mais comme un plan de guerre anti-Covid, destiné tout à la fois à lutter contre le virus par des mesures sanitaires et à combattre la pauvreté issue de la crise sanitaire par des mesures d'aide, et le décrochage éducatif lié à la fermeture des écoles. Pour Krugman, la priorité des priorités réside dans la sortie de crise, et la politique économique pourra, dans un second temps, soigner les effets secondaires.

L'argumentation brutale de Krugman me semble plus juste que celle, sophistiquée, de Blanchard et Summers. Nous faisons face à une crise sanitaire qui a des conséquences économiques et non à une crise économique en soi. Peut-être est-ce lié à ma vision d'Européen. En effet, l'Union européenne a traîné pour commander des vaccins, elle a radiné sur les prix comme si elle passait une commande de protège-cahiers et a mis du temps à financer les plans de relance nationaux. On rêve de gouvernements qui en fassent trop plutôt que pas assez. Face à un péril, le réflexe de prudence peut être une faute, qui génère un coût sanitaire et économique finalement prohibitif. Biden est peut-être trop audacieux. Mais nous nous trouvons face à un virus qui, lui-même, ne fait pas vraiment dans la dentelle.

<i>Table</i>	275
Chapitre 11. La nouvelle donne sanitaire	189
Réformer la santé dans l'intérêt des Français	189
Les formidables défis économiques des progrès contre le cancer	191
La révolution de l'immunothérapie doit entraîner une révolution comptable.....	194
Pourquoi les prix des médicaments innovants sont élevés ?.....	197
Faut-il faire du vaccin un bien commun ?.....	199
Le défi des Covid longs.....	201
Le tabou des maladies psychiatriques	204
Système de santé : que pouvons-nous apprendre de l'Asie ?	206
Hommage à Pasteur	209
Chapitre 12. Gouverner en période trouble	213
Comment gouverner en démocratie ?	214
Pourquoi la France est-elle si souvent bloquée ?	217
Les leçons d'Obama	219
Chapitre 13. Misère du populisme	225
Le souverainisme, faux nez du nationalisme.....	225
Le protectionnisme et le déclin de la civilisation	228
Leçon argentine pour la France (sur le populisme antilibéral).....	230
Aldous Huxley en Hongrie	233

Chapitre 14. Faire vivre un libéralisme populaire.....	237
La boussole Tocqueville	238
Pour un libéralisme populaire	241
L'ordre public au service de la liberté.....	244
Oui à la vidéosurveillance, au nom de la liberté	246
Libérer l'avenir	250
Le droit à être bête et fasciste.....	252
Les libéraux devraient soutenir l'encadrement du pseudonymat sur les réseaux sociaux	255
Protéger la liberté éducative	257
La politique doit viser la liberté, pas le bonheur	259
Une défense libérale de la PMA pour toutes.....	261
Conclusion. Le libéralisme populaire selon Mario Vargas Llosa.....	265
Remerciements	269